



AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE

174, rue Joseph II str.
B 1000 BRUSSELS - Belgium
Tel. +32.(0)2.234.68.10 / Fax. +32. (0)2.231 14 13
email: aefjn@aefjn.org
<http://www.aefjn.org>

NOUVELLES D'AEFJN

N° 40 Avril 2010

NIGERIA : Un conteneur de déchets toxiques renvoyé à l'expéditeur

Ejiofor Alike, Lagos <http://www.thisdayonline.com/nview.php?id=171312>

Maersk Line, qui opère pour MV Maersk Nashville a été forcé par l'agence nationale nigérienne du contrôle des standards et des réglementations (NESREA) de retenir le conteneur N° UESU4635950, qui transportait des déchets toxiques pour le compte de MV Maersk Nashville et de le renvoyer vers le port où il fut chargé, Rotterdam, aux Pays-Bas. Le navire a été arraisonné par les autorités portuaires dans le courant de ce mois durant quelques jours avant d'être relâché. Le directeur responsable de Marsk Nigeria, Mr David Skov a annoncé la semaine dernière que ledit conteneur était inspecté par la NESREA et que la compagnie Maersk Nashville attend toujours le rapport officiel final des autorités quant à la nature exacte du contenu du conteneur.

Le Parlement hollandais encourage un fonds pour les étrangers, victimes de la négligence de la responsabilité civile des entreprises

Paul de Clerck, Amsterdam www.milieudefensie.nl

La Chambre basse du Parlement hollandais a approuvé une motion qui exige que le gouvernement étudie les possibilités de la création d'un fonds de soutien financier pour les frais de justice dans les cours de Hollande que les victimes étrangères, à cause du comportement irresponsable de multinationales hollandaises, devraient payer. La motion a été inspirée par les propositions présentées par Les Amis de la Terre – Hollande (Friends of the Earth) durant une session parlementaire de l'an dernier et a été rédigée par un parlementaire du parti chrétien. Ce parti siège dans le gouvernement actuel, mais la recherche de possibilités pour ce fonds sera menée par le nouveau gouvernement qui sera mis en place après les élections de juin prochain.

L'idée soutenue dans la motion veut permettre aux victimes de compagnies dont le siège est en Hollande de réclamer des dommages financiers devant une cour civile, si ce n'est pas possible dans leur pays d'origine. Les charges pénales sont très réduites dans la législation hollandaise. Les Amis de la Terre font campagne pour d'autres améliorations dans la responsabilité sociale des entreprises, telle un puissant « médiateur » ainsi que plus de clarté dans les lois hollandaises sur la responsabilité des multinationales dans les actes posés par leurs filiales à l'étranger.

L'arrêt des financements menace la prévention contre le VIH/SIDA

Susan Anyangu-Amu, Nairobi <http://ipsnews.net/africa/nota.asp?idnews=50892>

Le Kenya s'est vu refuser 270 millions de \$ du fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, à cause d'un problème majeur entre deux ministères qui s'affrontent pour le contrôle de ce fonds. Les hôpitaux publics qui manquent de médicaments de base en paient la conséquence. Le gouvernement ne continuera pas à assurer la gratuité des médicaments anti SIDA. Le gouvernement accorde actuellement 6,6 millions de \$ par an dans la lutte contre le SIDA, une pâle figure en face des 133 millions de \$ dépensés chaque année dans le passé. Les femmes enceintes séropositives trouveront très interpellant, dans un court laps de temps la possibilité de se procurer les médicaments anti SIDA car le Kenya s'est vu refuser les 270 millions de \$ provenant du fonds mondial de lutte contre le SIDA, la TB et la malaria. Le fonds mondial a donné l'exemple très inquiétant des deux ministères de la santé et la joute entre les deux pour le contrôle des fonds. D'après James Kamau, coordinateur de *Kenya Treatment Access Movement*, la lutte entre le ministère des services de la santé et celui de la santé publique à propos du destinataire et du gestionnaire de ce fonds affecte déjà le bon fonctionnement du secteur de la santé. Il a déclaré qu'« A cause de la confusion et de la compétition entre les deux ministères quand à celui qui devrait contrôler l'argent reçu, prévoir l'achat des médicaments de base pour les hôpitaux publics n'a pu se faire et a créé des ruptures de stocks. »

Sommet du G(irls) 20 à Toronto (Canada) les 16-18 juin 2010 http://www.girlsandwomen.com/apply_to_attend-9.html

La campagne mondiale très active qui veut recueillir des idées de la base sur la manière de réaliser les Objectifs du Millénaire (ODM) qui concernent surtout les femmes et les filles va culminer au Sommet inaugural et inédit du G(irls) 20. Ce sommet rassemblera une fille de chacun des pays du G20 à Toronto, 10 jours avant l'ouverture du sommet officiel du G20. Ce même Sommet G(irls)20 aura lieu à nouveau l'année prochaine avant le sommet du G20 en France. Le but principal est de porter l'attention des dirigeants du G20 sur les prouesses économiques des femmes et des filles et de s'assurer que leur rôle sera mis à l'ordre du jour des prochains sommets du G20. Les 26 et 27 juin, les dirigeants du G20 se réuniront à Toronto pour discuter de mesures promotrices d'une stabilité financière mondiale à la recherche de voies économiques durables pour la croissance et le développement. Toutes les organisations et milieux d'affaire qui visent la croissance et le développement économiques comprennent la nécessité de l'utilisation de toutes les ressources – financières, matérielles et humaines. Les dirigeants mondiaux doivent, de la même manière, reconnaître qu'il est important d'inclure les 3,3 milliards de femmes et de filles dans la recherche de solutions nouvelles, durables et socialement responsables face aux défis mondiaux.

C'est pour cela que du 16 au 18 juin, 20 filles des pays du G20 se rencontreront à Toronto pour la présentation, les discussions et la promotion de solutions tangibles et chiffrables qui placeront les femmes et les filles en première ligne et au cœur du programme du G 20.

Afrique du Sud : Plus de 32.000 armes récoltées durant l'Armistice

www.iansa.org

Environ 32.000 armes ont été retirées de la circulation grâce aux efforts conjoints de la police sud-africaine lors de la campagne nationale d'Amnistie des Armes à feu qui s'est terminée le 11 avril. 53% de ces armes ont été rendus sur base volontaire et 21 % confisqués par la police lors de barrages routiers, de fouilles et de descentes. 27% de ces armes étaient illégales. Pamela Crowsley d' « Afrique du Sud sans armes à feu » a déclaré : « nous sommes très heureux du nombre élevé d'armes à feu retirées et aussi de la procédure que l'amnistie a déclenchée. La police a travaillé de concert avec les organisations locales, ce qui a favorisé une meilleure communication et une confiance accrue. Le public a été informé de la loi sur la détention d'armes à feu et beaucoup de discussions en public à propos du danger de leur possession ont eu lieu. »

Le Centre jésuite de réflexion théologique (JCTR) supplie USA et Occident à bannir, comme la Grande Bretagne les fonds rapaces

Jesuit Centre for Theological Reflection-Press Release www.jctr.org.zm

L'Angleterre a banni les fonds rapaces qui ont fondu sur les remboursements des dettes des pays pauvres. En suivant l'impact désastreux que ces fonds rapaces ont eu sur l'économie africaine, le JCTR invite d'autres pays à suivre l'exemple britannique et à bannir ces fonds. « Les effets de ces fonds rapaces sur le développement des pays à faible revenu ont été très dévastateurs ces dernières années » observe Privilege Haang'andu, Responsable du bureau pour la surveillance de la dette et des ressources privées. 'Dans cette veine », dit-il, le JCTR applaudit le gouvernement britannique, premier pays à bannir ces fonds rapaces. La Chambre anglaise des Lords a voté la loi de bannissement des fonds rapaces le 08 avril 2010. Ces fonds sont constitués par des prédateurs privés qui achètent les dettes des pays pauvres à des prix excessivement réduits et les poursuivent pour leur prix plein plus les frais qui y sont liés. L'action du gouvernement britannique crée un excellent précédent pour que les autres pays européens et les USA mettent fin à l'injustice créée par ces fonds rapaces. »

Un préjudice porté à la politique européenne des agro carburants

<http://www.globecon.org/en/publications/globecon-research-papers.html>

Le rapport de New GlobEcon¹ conclut que les calculs de la directive sur les énergies renouvelables des agro carburants GHG sont faux et discriminent intentionnellement l'huile de palme.

Le Dr Gernot Pehnelt, de [GlobEcon](http://www.globecon.org) a diffusé une nouvelle étude au Parlement européen qui révèle la nature préjudiciable de la directive sur les énergies nouvelles envers les agro carburants étrangers. Le rapport "[European Policies Towards Palm Oil: Sorting Out Some Facts.](#)" démontre que les suppositions fallacieuses insérées dans la directive sur l'impact écologique des agro carburants étrangers reflètent une politique et non une réalité scientifique ou économique. Il met en garde contre les effets secondaires qui varient de frictions politiques et disputes commerciales à des handicaps sérieux pour les pays en développement et il explique que: « beaucoup de réclamations qui présentent les agro carburants et surtout l'huile de palme comme une menace pour l'environnement sont fort étouffées, certaines même introuvables... L'UE a encouragé des mesures protectionnistes dans la directive sur ordre des environmentalistes anti développement et de l'industrie européenne des agro carburants anti compétitive. Ces mesures établissent des valeurs injustes sur la réduction de gaz à effet de serre par l'accès aux agro carburants étrangers et freine l'accès aux marchés... La riche biodiversité des plantations de palmiers à huile, l'excellente couche protectrice que les palmiers à huile offrent et les avantages de la production à l'ha d'une récolte peu consommatrice d'énergie et de fertilisants en font un acteur substantiel dans la croissance économique des pays en développement, réducteur important de la faim et de la pauvreté dans les régions qui le produisent. Il est temps pour l'Europe de ne pas se contenter de reconnaître les bénéfices du palmier à huile sur l'énergie et le développement mais aussi les souffrances dans les pays tropicaux que les critiques du palmier à huile continuent de répandre. »

La richesse ne conduit pas nécessairement à la santé

Geoffrey York, Matala <http://www.theglobeandmail.com/news/world/in-angola-health-does-not-follow-wealth/article1527033/>

Le premier des trois articles de Geoffrey York, d'Angola. « Malgré sa grande richesse pétrolière, l'Angola est le pays où l'espérance de vie est la plus basse et où la mortalité infantile est une des plus élevée et ce au plan mondial... Sa richesse engendrée par le pétrole achète des hôpitaux modernes, mais la pénurie de médecins et d'infirmières réduit fortement leur efficacité... Voyez la vidéo – Nouveaux hôpitaux et pas de personnel 2 min.

L'espérance de vie en Angola ne dépasse pas 42 ans, une des pires de ce monde. Le taux de mortalité infantile est des plus élevés en Afrique avec des enfants qui meurent toujours de causes qui peuvent être évitées, telles la rougeole ou le tétanos.

¹ GlobEcon est un institut indépendant de recherche et de consultance dont le siège est à Jena, Allemagne. En lien avec ses partenaires, GlobEcon fournit des études solidement fondées et orientées vers la pratique sur des questions économiques et politiques actuelles. La recherche en consultance se concentre sur les économies relatives à la santé, au développement, aux politiques de compétition et aux relations internationales. De plus, GlobEcon fournit aux preneurs de décision une bonne information de base très complète et des analyses taillées sur mesure ainsi que des services de consultance.